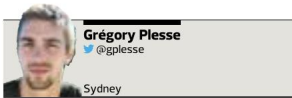




Des musulmans célèbrent la fête de l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du ramadan, vendredi, à la mosquée du quartier de Lakemba, à Sydney.

FLAVIO BRANCA ALONSO / AFP/IMAGE VIA REUTERS/CONNET

En Australie, le ramadan devient un festival multiculturel



Gregory Plesse
@gplesse
Sydney

C'est quasiment l'heure de la rupture du jeûne à Sydney. Sur Haldon Street, la rue principale du quartier populaire de Lakemba, où plus de 60 % de la population est musulmane, des policiers installent des barrières pour, comme tous les soirs durant le ramadan, piétonner cette artère. Tout au long de celle-ci, on commence à allumer des barbecues. Certains s'apprentent à faire griller des brochettes de poulet tikka, d'autres préparent la pâte et la garniture des murtabak, des galettes indonésiennes fourrées à la viande. D'ici peu, la rue sera noire de monde.

Ce marché de nuit du ramadan, après des débuts modestes il y a une dizaine d'années, est désormais, selon le *Sydney Morning Herald*, « le plus grand festival gastronomique d'Australie ». Les curieux, qu'ils soient musulmans ou pas, viennent de toute la ville pour goûter des spécialités d'Asie du Sud, d'Indonésie ou du Moyen-Orient. L'an dernier, l'événement a attiré plus d'un million de visiteurs, record qui pourrait être battu cette année.

Rosie et sa fille s'y rendent pour la première fois. Tandis qu'elles siroient une limonade à la menthe et cardamome, elles attendent de pouvoir croquer dans une part de knafeh, un dessert venu du Moyen-Orient à base de fromage fondu, saupoudré de cheveux d'ange et de pistaches, et copieusement arrosé de miel. « On a fait quarante minutes de voiture pour venir ici, et c'est formidable tous ces plats exotiques, cette immersion dans ces différentes cultures », dit cette maman qui a « adoré le burger de chameau ». Cette spécialité, pour le coup typiquement locale - l'Australie abritant la plus large population de camélidés au monde - est la star de ce marché de nuit. Devant les quelques stands qui en servent, il faut parfois faire la queue plus d'une demi-heure avant d'être servi.

Ce marché de nuit reçoit un soutien financier conséquent du conseil municipal, justifié selon ce dernier par les retombées économiques qui se chiffrent en millions de dollars. Depuis qu'il existe, ni l'événement lui-même, ni son financement public ne suscitent la moindre polémique. Si l'arrivée au Sénat en mai dernier de la première femme portant le voile a été abondamment commentée par la presse, le discours d'investiture de la travailliste Fatima Payman, 27 ans, arrivée en Australie en tant que réfugiée d'Afghanistan dans les années 1990, n'a pas provoqué de remous. Elle y enjoignait pourtant « les jeunes femmes choisissant de porter le hijab de le faire avec fierté et en ayant conscience qu'elles en ont le droit ».

Dans ce pays où 30 % de la population est née à l'étranger, la communauté musulmane représente un peu plus de 3 %, soit trois fois moins qu'en France, selon les estimations. Elle grandit cependant très rapidement, de près de 35 % au cours des cinq dernières années. Pourtant, en Australie, où a été inventé le burkini il y a vingt ans, la question de l'islam dans la société ne fait l'objet de quasiment aucun débat.

Malgré une politique migratoire restrictive, l'ancienne colonie britannique s'est convertie au multiculturalisme depuis les années 1970 et parie sur l'intégration par le respect des origines. Aujourd'hui, la rupture du jeûne pendant le ramadan se transforme en festival culinaire dans les quartiers immigrés de Sydney.

On trouve ainsi des femmes voilées dans les services publics, mais aussi à la télévision. C'est le cas de la journaliste Mahnaz Angury, elle aussi arrivée d'Afghanistan avec ses parents, issus de la minorité persécutée des hazaras, qui ont fui les talibans. « Ma famille n'est pas particulièrement religieuse. Ma sœur ne porte pas le voile, mais moi, j'ai choisi de le faire », précise la jeune femme de 25 ans. J'ai bien reçu quelques commentaires désagréables sur Twitter à ce sujet, mais mes employeurs, eux, n'ont jamais émis la moindre réserve. » Elle ne s'explique pas pourquoi « des pays comme la France, où vivent d'importantes communautés immigrées, éprouvent le besoin de légiférer sur ce que les gens peuvent porter ou pas. Bien sûr, il y a des femmes qui sont obligées de porter le hijab, et c'est une forme d'oppression. Mais empêcher celles qui souhaitent le porter de leur plein gré, c'est aussi une forme d'oppression. »

Changement de politique

Jock Collins, directeur du centre des sociétés civiles cosmopolites à l'University of Technology de Sydney, s'étonne lui aussi que « le pays des Lumières soit si obsédé par ces questions. Ici, nous ne nous sentons absolument pas menacés ». Même un politicien comme l'ancien premier ministre Scott Morrison, qui a pourtant construit sa carrière en tenant un discours très ferme sur l'immigration, allant jusqu'à se vanter d'avoir « stoppé les bateaux » de réfugiés, renvoyés dans des centres de détention offshore, s'est à de nombreuses reprises félicité de diriger « la nation multiculturelle la plus accomplie au monde ».

Les origines du pays se prétaient pourtant peu à une telle ouverture. Lorsque l'Australie prend son indépendance de la Grande-Bretagne en 1901 et se structure en fédération, c'est précisément pour prendre le contrôle de sa politique migratoire, craignant à l'époque un déferlement du « péril jaune ». L'une des premières lois adoptées est la « politique de l'Australie blanche », en vertu de laquelle seuls les immigrants européens, et plus particulièrement ceux d'origine anglo-celtique, sont acceptés. Ainsi, les Italiens et les Grecs, qui arrivent massivement après la Seconde Guerre mondiale, sont désignés par le même terme péjoratif que ceux originaires du sud de la Méditerranée, les wogs, qu'on pourrait traduire par « basanés ». « C'était l'époque de la politique d'assimilation. Dès leur sortie du bateau, on demandait aux immigrants de parler anglais et d'adopter nos coutumes et notre mode de vie, rappelle Jock Collins. Mais le problème de cette politique, c'est qu'elle empêchait d'offrir un apprentissage différencié aux enfants ne parlant pas anglais, ou d'avoir par exemple des traducteurs dans les hôpitaux. Comment réussir son intégration dans ces conditions, et faire en sorte qu'ils participent pleinement à la vie sociale et économique ? »

C'est pourquoi le gouvernement opère en 1973 un virage à 180 degrés, abandonnant la politique de l'Australie blanche et adoptant une première loi sur le

multiculturalisme, permettant le déploiement de services spécifiquement dédiés aux immigrants. Elle n'a pas beaucoup changé depuis. Ainsi, dans les quartiers à forte population étrangère, il y a des interprètes pour assister les usagers dans les centres administratifs. Durant la pandémie de Covid-19, les consignes du gouvernement étaient traduites en arabe, en mandarin, en espagnol ou encore en vietnamien.

La loi a aussi permis la création d'un média public, SBS (Special Broadcasting Service), spécifiquement conçu pour les communautés immigrées. David Hua, directeur des programmes en langues étrangères, rappelle qu'à son origine en 1973, « SBS avait pour but d'informer les communautés non-anglophones sur un nouveau système de Sécurité sociale, Medibank, qui est plus tard devenu Medicare. On a commencé avec des programmes radio en huit langues, diffusés seulement à Sydney et Melbourne pour une durée de trois mois. Mais le service a rencontré un tel succès que SBS délivre désormais une offre multilingue dans plus de 60 langues (un record mondial, NDLR) et qui ne se limite plus à des questions de santé, mais propose aussi des informations indépendantes, équilibrées, ainsi que du divertissement et des contenus éducatifs ».

Contrairement à des chaînes à vocation internationale, SBS vise avant tout les différentes communautés linguistiques installées en Australie. « Il est très important de s'adresser à ces publics dans leur langue, car ils ont des besoins très divers. Certains viennent de partout du monde où on ne parle pas l'anglais, d'autres sont des réfugiés, et alors qu'ils s'installent en Australie et se familiarisent à notre mode de vie, leur donner accès aux actualités, les informer sur les services à leur disposition, comment ils peuvent interagir avec la société et créer des ponts entre les différentes communautés est essentiel pour réussir leur intégration », précise David Hua, qui se dit « très fier » de s'adresser à des communautés linguistiques comptant « moins de 3000 personnes » en Australie.

Dans son dernier rapport, la Fondation Scanlon note que pour 78 % des Australiens « l'immigration rend l'Australie plus forte », 88 % estiment que « le multiculturalisme a eu un apport positif » et 86 % que « les immigrants améliorent la société australienne en apportant des idées et des cultures nouvelles ». Le parti d'extrême droite One Nation ne compte que deux sénateurs et aucun élu à la Chambre des représentants.

Pour Andrew Jakubowicz, si les Australiens n'ont pas peur de l'immigration, c'est parce que l'identité australienne « repose sur des valeurs comme l'égalité des chances » et, de plus en plus, souligne Jock Collins, « sur l'acceptation des différences. Nous sommes fiers d'être une société cosmopolite, cela enrichit notre culture, notre économie, notre dynamisme ». Le chercheur Fethi Mansouri, qui a mené de nombreuses études comparatives sur l'immigration, notamment en France, estime que « le modèle d'intégration australien est meilleur que le modèle français et le seul qui marche. Nous sommes tous fiers de nos origines. Cela n'a aucun sens de dire aux immigrants qu'ils doivent oublier leurs racines, ne pas faire étalage de leur héritage : cela ne vous aide pas à vous sentir comme un membre reconnu de la société, ni à devenir un citoyen productif et impliqué. Bien sûr, quand des immigrants s'installent dans un nouveau pays, ils doivent démontrer un certain attachement à cette société nouvelle. C'est ce que fait l'immense majorité des immigrants en Australie, parce qu'on ne leur demande pas de jeter leur héritage aux orties. » ■

Nous sommes fiers d'être une société cosmopolite, cela enrichit notre culture, notre économie, notre dynamisme

JOCK COLLINS, DIRECTEUR DU CENTRE DES SOCIÉTÉS CIVILES COSMOPOLITES À L'UNIVERSITY OF TECHNOLOGY SYDNEY